



HAL
open science

Action de l'État en mer - Façade Manche Est – Mer du Nord

Alan Quentric

► **To cite this version:**

Alan Quentric. Action de l'État en mer - Façade Manche Est – Mer du Nord : DCSMM Cycle 3, 2024. CEREMA. 2024. hal-04601739v1

HAL Id: hal-04601739

<https://hal.science/hal-04601739v1>

Submitted on 12 Jun 2024 (v1), last revised 18 Jun 2024 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



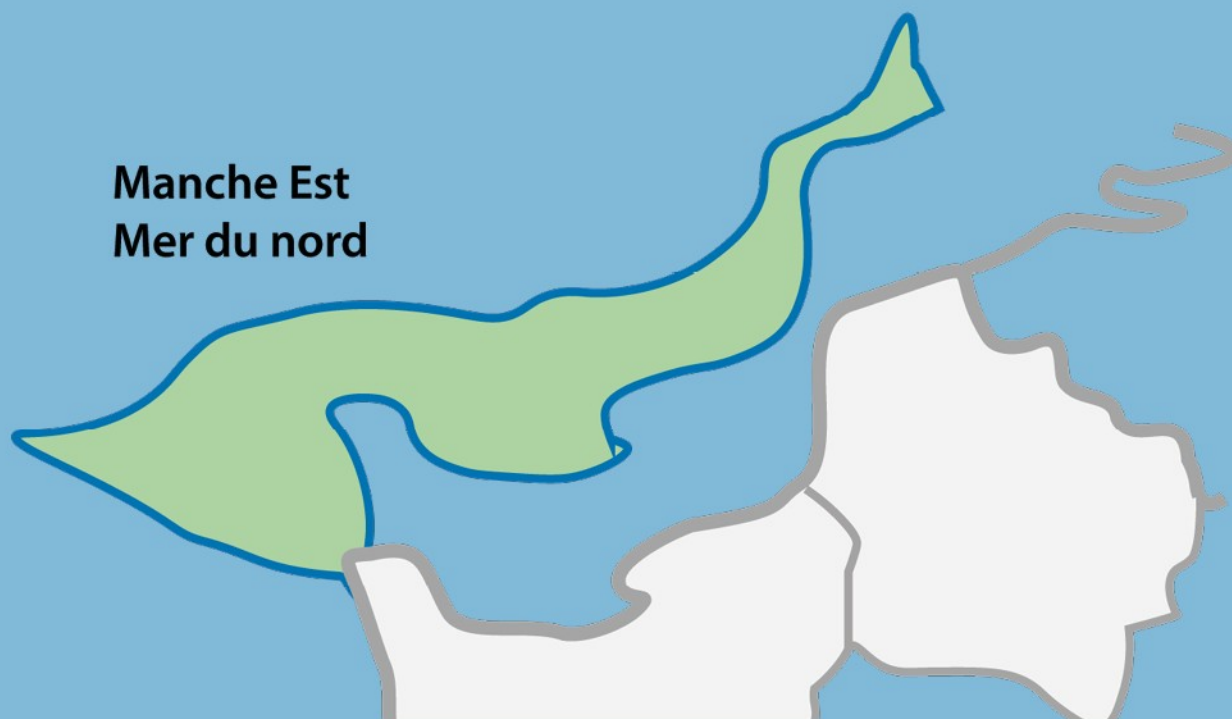
Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Action de l'État en mer

Façade Manche Est – Mer du Nord

CEREMA



Manche Est
Mer du nord

Action de l'État en mer

Messages clés :

- Au plan national, l'Etat dispose d'un certain nombre de moyens techniques mobilisables pour l'action de l'Etat en mer (AEM) : 10 centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) (dont 4 Outre-mer), 59 sémaphores, 229 moyens nautiques, 145 moyens aériens. En 2022, l'enveloppe budgétaire relative dédiée à la sécurité et à la sûreté maritimes est de 32,7 million d'€.
- Façade MEMN : L'AEM est coordonnée par la préfecture maritime de la Manche et de la Mer du Nord, située à Cherbourg. Elle s'appuie sur les CROSS Gris-Nez (Audinghen, Pas-de-Calais) et Jobourg (La Hague, Manche) et les 14 sémaphores de la marine nationale, situés le long de la façade, ainsi que sur l'ensemble des services de l'Etat compétents.

1 Description générale de l'activité à l'échelle nationale

1.1. Définition de l'activité

L'Action de l'État en mer (AEM) désigne l'ensemble des opérations maritimes menées par le gouvernement dans l'intérêt public sur ses propres ressources, à l'exception des missions de défense. Les préfets maritimes (ou les délégués du Gouvernement pour l'action de l'État en mer en outre-mer) sont les responsables de l'AEM dans leur zone maritime respective. Le Secrétaire général de la mer anime et coordonne leur action, sous l'autorité du Premier ministre.

La liste des missions incombant à l'Etat en mer et des services chargés de leur mise en œuvre est fixée par arrêté¹. 45 missions sont ainsi définies, regroupées en 10 domaines :

- Souveraineté et protection des intérêts nationaux,
- Sûreté maritime,
- Police douanière, fiscale et économique en mer,
- Lutte contre les activités maritimes illicites,
- Sauvegarde des personnes et des biens,
- Sécurité maritime,
- Gestion des espaces protégés,
- Protection de l'environnement,
- Contrôle sanitaire et conditions de travail en mer,
- Gestion du patrimoine marin et des ressources publiques marines.

Afin de rationaliser l'AEM et de mutualiser les moyens nécessaires à sa réalisation, la France possède une fonction garde-côtes instaurée par décret le 22 juillet 2010, placée sous l'autorité du secrétaire général de la mer. Un centre opérationnel de la fonction garde-côtes, regroupant l'ensemble des administrations compétentes, coordonne les investissements de chacune des administrations. 8 entités participent à la fonction garde-côtes : la marine nationale, la gendarmerie maritime, la gendarmerie nationale, les affaires maritimes, la Direction Générale des Outre-Mer, les douanes, la police aux frontières, la Sécurité civile.

¹ Arrêté du 22 mars 2007 établissant la liste des missions en mer incombant à l'Etat dans les zones maritimes de la Manche-mer du Nord, de l'Atlantique, de la Méditerranée, des Antilles, de Guyane, du sud de l'océan Indien et dans les eaux bordant les Terres australes et antarctiques françaises.

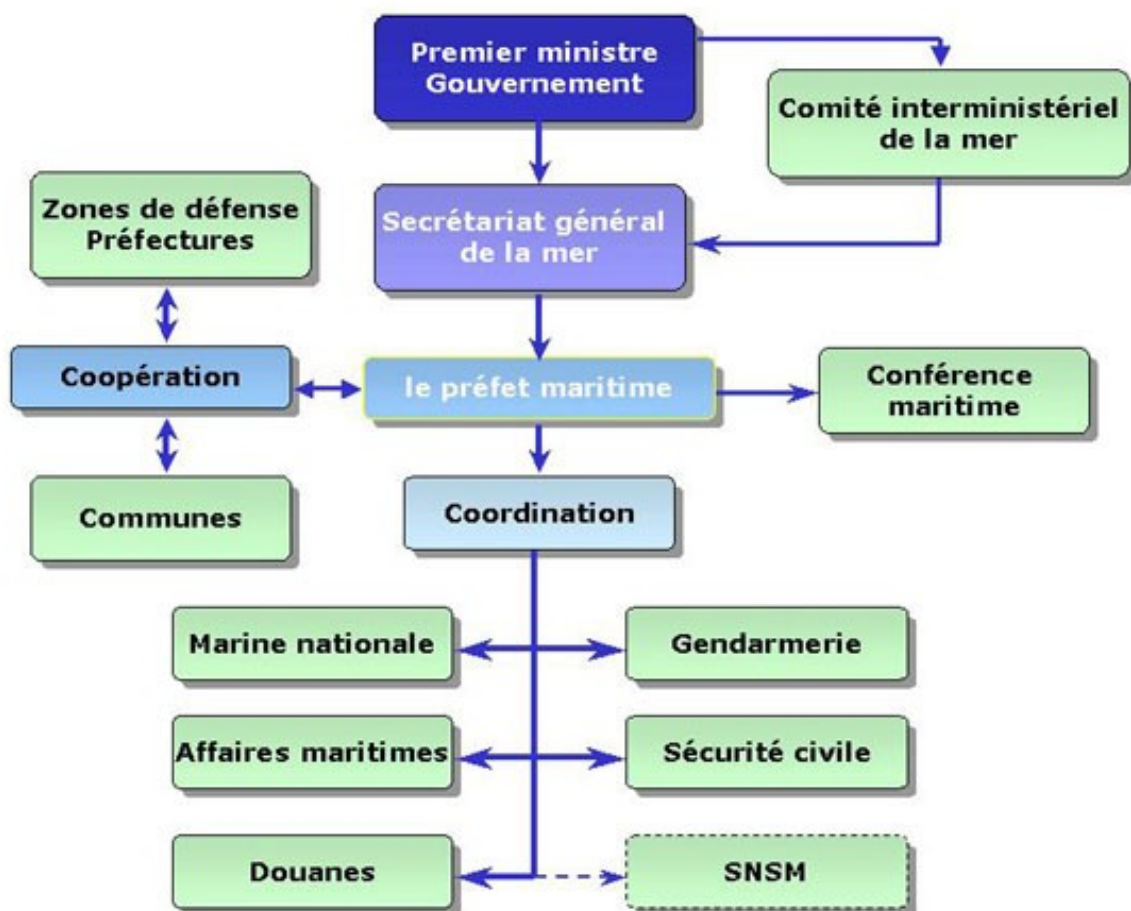


Figure 1: organisation de l'Etat en mer (source : Préfecture maritime Atlantique)

D'autres entités participent à l'AEM, en particulier la société nationale de sauvetage en mer (SNSM), association loi 1901 reconnue d'utilité publique en 1970. Elle assure un rôle majeur dans les missions de sauvetage de la vie humaine, à travers quatre activités opérationnelles :

- Sauvetage en mer,
- Sauvetage sur le littoral,
- Missions de sécurité civile,
- Prévention et sensibilisation du grand public à la sécurité.

Les unités des armées de terre et de l'air peuvent, ponctuellement, contribuer à l'AEM. Parmi les autres opérateurs impliqués dans l'AEM, le centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux (Cèdre), la commission d'études pratiques de lutte anti-pollution (CEPPOL), le service hydrographique de la marine (Shom), l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), Météo France, le département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM) et l'office français de la biodiversité (OFB) disposent de moyens opérationnels contribuant à l'AEM.

1.2. Chiffres clés

Au plan national, l'Etat dispose d'un certain nombre de moyens techniques mobilisables pour l'AEM :

- 10 centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) (dont 4 Outre-mer),

- 59 sémaphores,
- 229 moyens nautiques,
- 145 moyens aériens.

(Source : Secrétariat général de la mer²)

Ces moyens sont coordonnés par les trois préfectures maritimes de Manche Mer du Nord, Atlantique et Méditerranée. Elles s'appuient pour ce faire sur les administrations de l'Etat, en particulier les services des directions interrégionales de la mer (DIRM), au nombre de quatre : Manche Est-Mer du Nord localisée au Havre, Nord Atlantique-Manche Ouest à Nantes, Sud-Atlantique à Bordeaux et Méditerranée à Marseille.

En réponse aux alertes de détresse, les CROSS peuvent solliciter l'ensemble des moyens nautiques et aériens des différentes administrations travaillant sur le domaine maritime ainsi que les vedettes et semi-rigides de la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM). Par extension, et en application de l'obligation faite à tout capitaine de navire de porter secours à toute personne « en danger » de se perdre en mer, les CROSS sont susceptibles d'engager l'ensemble des moyens de l'Etat et des collectivités (pompiers, police, poste de plage, etc.) ainsi que des navires privés dès lors qu'ils sont adaptés à l'opération à conduire. Ils sollicitent également des moyens terrestres pour recueillir des informations ou participer aux interventions.

Sur le plan budgétaire, le programme 205 « Affaires maritimes » porte les crédits budgétaires qui financent l'action maritime de l'Etat dans ses différentes dimensions : sécurité maritime, protection de l'environnement, formation des gens de mer, soutien au pavillon français notamment. L'action 01 du programme 205 est dédiée à la sécurité et à la sûreté maritimes et comprend :

- La surveillance du trafic maritime
- Le contrôle des navires
- La signalisation maritime
- La subvention à la SNSM
- Le bureau enquête accidents mer.

Les enveloppes budgétaires relatives à l'action 01 sont présentées dans le tableau ci-dessous (en €) :

	Loi de finances initiale (LFI) 2017	Exécution 2018	Exécution 2019	Exécution 2020	LFI 2021	Projet de loi de finances 2022
	Autorisations d'engagement					
01- Sécurité et sûreté maritimes	28 950 000	32 106 511	30 508 887	37 462 040	32 001 313	32 727 043
Pourcentage de l'enveloppe totale	18,5%	20,01%	18,2%	24,26%	20,66%	17,03%

Tableau 1: enveloppes budgétaires allouées à la sécurité et la sûreté maritimes, sur la période 2017-2022 (sources : rapports annuels du Sénat)

Ces enveloppes restent relativement stables, s'agissant de dépenses contraintes relatives à des missions régaliennes.

2. Etat des lieux à l'échelle de la façade maritime

² https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-joynte/2020/01/2020-presentation_aem_fgcvf.pdf, consulté le 23 février 2022

L'AEM est coordonnée par la préfecture maritime de la Manche et de la Mer du Nord, située à Cherbourg. Elle s'appuie sur les CROSS Gris-Nez (Audinghen, Pas-de-Calais) et Jobourg (La Hague, Manche) et les 14 sémaphores de la marine nationale, situés le long de la façade, ainsi que sur l'ensemble des services de l'Etat compétents.

En matière de sécurité maritime et d'assistance, les opérations coordonnées par les CROSS pour la façade sont répertoriées dans le tableau suivant :

Année	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'opérations de recherche et sauvetage en mer	650	778	852	1657	2470
Nombre d'opérations d'assistance aux navires	441	509	517	421	531
Détections de pollutions	75 dont 24 avérées	79 dont 22 avérées	83 dont 21 avérées	51 dont 5 avérées	58 dont 16 avérées
Nombre d'opérations liées aux isolements par la marée	154	101	105	101	224
Nombre d'opérations liées à la plongée sous-marine	16	10	4	2	12
Autre			317	167	125
TOTAL	1336	1477	1878	2399	3420
Nombre de personnes impliquées	3229	3753	5915	13852	37955

Tableau 2: nombre d'opérations coordonnées en Manche Mer du Nord et nombre de personnes impliquées, par année, sur la période 2017-2021 (Source : Préfecture maritime Manche Mer du Nord³)

En termes de moyens mobilisés pour ces missions de sécurité maritime et d'assistance, le bilan par année est le suivant :

	2017		2018		2019		2020		2021
Moyens nautiques (nombre/durée en heures)	1116	1820h	1379	2409h	1383	2141h	1533	3030h	-
Moyens terrestres (nombre/durée en heures)	834	1048h	930	1076h	979	956h	649	1236h	-
Moyens aériens (Nombre/durée)	180	219h	249	292h	232	277h	262	337h	-

Tableau 3: moyens mobilisés par année, en nombre et en heures passées, sous la coordination des Cross Gris-Nez et Jobourg pour la période 2017-2021 (source : SNOSAN)

On constate une très forte augmentation des opérations de sauvetage, surtout à compter de 2019, imputable en grande partie aux tentatives de traversée de la Manche par des embarcations de migrants. Ce constat est sans doute une conséquence directe du processus de retrait du Royaume-Uni de l'union européenne (« Brexit ») et de l'attractivité que conserve ce pays aux yeux de certaines populations de migrants.

Un autre phénomène notable en façade Manche Est-Mer du Nord est le nombre d'interventions liées aux isolements par la marée. Les chiffres restent élevés et s'expliquent en partie par la montée particulièrement rapide des eaux en situation de marée montante, essentiellement dans les zones où

3 <https://www.premar-manche.gouv.fr/pages/bilans>, consulté le 23 février 2022

le marnage est le plus important : baie du Mont St Michel, côtes du Cotentin, estuaire de la Dives, baie de Somme et côte d'Opale.

En matière d'environnement marin, les données rapportées au CACEM par les services en charge des contrôles sont présentées pour la façade MEMN dans le tableau suivant :

	2017	2018	2019	2020	2021
Police des mouillages	1	2	2	39	16
Domanialité publique dont circulation		9	24	45	263
Pollutions associées à des activités en mer	2		13	1	
Activités et manifestations soumises à évaluation d'incidence N2000		5	7	3	9
Chasse en mer ou sur le DPM		2	7		
Police des AMP		21	43	116	160
Police des espèces protégées et de leurs habitats		6	13	39	164
Rejets illicites (carénages sauvages ou macro-déchets)	1	4	13	18	19
Cultures marines		20	16	196	267
Contrôle d'activités maritimes réglementées (dragage, clapage, infrastructures)			5	28	6

Tableau 4: Suivi du nombre de contrôles rapportés au CACEM, par thématique, en façade MEMN sur la période 2017-2021 (source : CACEM)

Les données rapportées au CACEM pour l'année 2017 sont à considérer avec précaution, s'agissant de la première année de collecte. Les différentes augmentations, particulièrement à partir de 2020, s'expliquent par la montée en puissance des autres administrations (douane, marine...), l'augmentation des missions avec contrôles ainsi que la fidélisation du rapportage des unités.

3. Interactions de l'activité

Non pertinent pour l'activité Action de l'État en mer